CARNETS 21

AUTOMNE 2009

fneeq CSN
Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

Dans ce numéro :

Le plus important, c'est la solidarité

Le 28e Congrès : la solidarité enseignante en mouvement

Le regroupement cégep : sortir de la crise en misant sur le réseau collégial

Le regroupement université : la gouvernance, un enjeu majeur

Le regroupement privé : un congrès inoubliable

Alerte en enseignement supérieur : la présence grandissante du privé

Définir une réponse syndicale à la hauteur de la crise actuelle

PHOTO MICHEL GIROUX

Le 28e Congrès de la FNEEQ, tenu au Mont Sainte-Anne en mai dernier, va certainement compter parmi les plus mémorables de l'histoire de la FNEEQ. Les célébrations fort réussies de notre 40e anniversaire y sont pour beaucoup : la présence de nombre de militantes et de militants qui ont marqué cette histoire, la magnifique exposition de Karine L'Ecuyer sur l'histoire de la FNEEQ, les témoignages inspirants colligés sur un précieux DVD.

Mais au-delà de ces festivités, ce sont le dynamisme et l'engagement de nos syndicats qui auront marqué ce congrès, à la faveur de débats qui ont mené à l'adoption d'orientations très ambitieuses pour le prochain mandat. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le nouveau comité exécutif de la FNEEQ, l'équipe de salarié-es, les membres du bureau fédéral ainsi que ceux des comités ont du pain sur la planche !

D'un virage résolument vert à un programme politique solide, les orientations du congrès traduisent une volonté de voir la fédération s'engager encore davantage dans les débats politiques. Or, nous sommes en temps de crise. Que cette dernière s'accentue, s'atténue ou qu'elle connaisse une deuxième vague, il reste que rien n'a véritablement changé jusqu'ici et que l'incroyable pourrait bien se produire, le capitalisme mondial reprenant le *business as usual* après que des milliards de dollars soient passés des fonds publics vers le secteur privé. Le mouvement syndical doit faire plus pour que la sortie de crise se fasse sur la base de changements durables et la FNEEQ doit y contribuer. Nous pratiquons un syndicalisme qui refuse de se cantonner dans le corporatisme et qui ambitionne de jouer pleinement un rôle moteur dans le progrès social.

Nous osons croire que c'est en bonne partie cette attitude proactive qui a convaincu plusieurs syndicats de cégep de revenir à la FNEEQ et à la CSN.

Nous sommes fiers de grandir. Et au lendemain de notre 40e anniversaire, alors que se profile pour novembre un congrès spécial, le défi est clair : faire en sorte que la venue de tous ces nouveaux syndicats se traduise par un élan supplémentaire et par un rayonnement encore meilleur de la FNEEQ. Le militantisme est notre marque de commerce et nous devons faire la preuve que, plus nombreux, nous serons aussi plus engagés.

Jean Trudelle
Président

SOMMAIRE

3 Le plus important c'est la solidarité

4 La solidarité enseignante en mouvement

8 Le regroupement cégep Sortir de la crise en misant sur le réseau collégial

10 Le regroupement université La gouvernance, un enjeu majeur

12 Le regroupement privé Un congrès inoubliable

14 Alerte en enseignement supérieur : la présence grandissante du privé

15 Fneequeries

CARNETS est une publication de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec. La FNEEQ–CSN représente près de 27 000 membres dans les cégeps, les établissements privés et les universités. Au Québec, elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur.

FNEEQ–CSN
1601, av. De Lorimier, Montréal (QC) H2K 4M5
Tél. : 514 598-2241 – Téléc. : 514 598-2190
fneeq.reception@csn.qc.ca – www.fneeq.qc.ca

Rédactrice en chef : Micheline Thibodeau
Coordination et rédaction : France Désaulniers
Révision : Sylvie Patenaude
Collaborations : Marie Blais, Yves de Repentigny, Odette Lefrançois, Claire Tremblay, Jean Trudelle

Photo de la couverture : André Barrette
Graphisme : Brunel Design
Impression : Impart Litho Inc.
Tirage : 6 000 exemplaires
Dépôt légal : Bibliothèque et archives du Québec, Bibliothèque et archives du Canada

Cette publication est imprimée sur du papier québécois fait à 100 % de fibres recyclées post-consommation, provenant de la forêt urbaine, soit le recyclage en entreprise. Nous épargnons ainsi la coupe de plus de 8 arbres.
Notre forêt nous tient à cœur.

Le plus important, c'est la solidarité

Ronald Cameron, président de la FNEEQ jusqu'au congrès de mai dernier, a gracieusement accepté de collaborer à cette édition de Carnets.

Ronald Cameron
Président sortant

Prendre la décision de ne pas solliciter un nouveau mandat à la présidence de la FNEEQ n'a pas été facile. Mais existe-t-il une conjoncture idéale pour partir ?

Lorsque j'ai commencé à militer au sein de la FNEEQ, au milieu des années 90, le mouvement syndical et le monde enseignant étaient divisés et attaqués sur plusieurs fronts. La situation économique d'aujourd'hui présente elle aussi des difficultés importantes, mais elle offre tout autant d'énormes défis.

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Un congrès est un moment fort sur le plan démocratique pour situer le combat à mener. La FNEEQ est non seulement en santé, mais elle s'est renforcée tant au sein du monde syndical que dans celui de l'éducation. Ce résultat est, entre autres, le fait d'un travail marqué par un haut degré de collaboration, ce qui génère des occasions multiples pour faire valoir son leadership. J'ai eu une chance peu commune d'avoir assumé la présidence dans un tel contexte.

Je considère en être à un carrefour dans ma vie personnelle. Si j'ai décidé de quitter la fédération, ce n'est pas pour prendre ma retraite ! Au contraire, j'espère pouvoir disposer de plusieurs années encore pour poursuivre un engagement social et politique et en ce sens, je ne quitte pas le combat que nous menons. La crise actuelle n'est pas un épiphénomène. Elle est profonde et témoigne de la faillite d'un système totalement inapte à répondre aux aspirations de la vaste majorité de la population.

Je souhaite que mon départ soit aussi vu comme un signal d'accélération du renouvellement des équipes syndicales. Le monde change, les organisations doivent changer aussi. Une équipe de direction doit se renouveler et permettre aux nouvelles générations de prendre leur place et d'assumer sans tarder des responsabilités.

Un engagement syndical, quel qu'il soit, ne peut se concrétiser sans l'appui de plusieurs. J'ai pu bénéficier d'une telle collaboration des syndicats et de l'équipe de la FNEEQ. Mais les moments les plus importants restent ceux qui ont été marqués par la solidarité des membres, alors que les enjeux étaient cruciaux. Cela a été le cas lors de la mobilisation pour les cégeps en juin 2004 ainsi qu'au moment des épreuves de force à l'automne 2005.

Notre combat en est un fondamentalement démocratique. Toutefois, il ne peut se limiter aux seuls mécanismes de régulation traditionnelle de l'espace social. Il doit prendre parti, s'engager franchement à changer radicalement cette société. Un programme offensif, une pratique en conséquence et une ferme politique d'unité peuvent offrir à la FNEEQ la possibilité d'assumer un rôle dirigeant pour le bénéfice de ses membres. Notre projet syndical prend racine dans la réalité du métier d'enseignant, celui qui est indissociable d'une réelle émancipation.

Ronald Cameron

La solidarité enseignante en mouvement

La FNEEQ a profité de son 28e Congrès, qui avait lieu au Mont Sainte-Anne à Québec, pour célébrer son 40e anniversaire, avec les délégations de ses 80 syndicats. La réponse de ces derniers a été extraordinaire, tant au niveau du nombre de représentantes et de représentants qu'en regard de leur participation aux débats et aux nombreuses activités qui ont souligné ces festivités.

PHOTO : MICHEL GIROUX

Micheline Thibodeau
Vice-présidente de la FNEEQ

Sur le plan politique, des débats de qualité ont donné lieu à des orientations claires et engageantes pour les trois prochaines années; le rapport présenté par le comité exécutif, *Pour une réponse syndicale à la hauteur de la crise actuelle*, a été le fil conducteur des propositions arrêtées par les délégué-es.

Plusieurs activités avaient été planifiées en vue de célébrer les 40 ans. Une exposition de photos, préparée par Karine L'Ecuyer avec le concours de France Désaulniers, nous a fait revivre plusieurs des moments forts de l'histoire de la FNEEQ. Cette exposition était jumelée à une vidéo dans laquelle plusieurs militantes et militants ayant joué, à un moment ou à un autre, un rôle au sein de la fédération, ont témoigné de leur passage à la FNEEQ, partageant leurs souvenirs et leurs opinions sur l'engagement de la fédération. Au moment de la soirée de gala, d'anciens présidents et présidentes, qui n'avaient pas participé à cette vidéo, nous ont livré de vive voix leur témoignage. Nous avons constaté à quel point la FNEEQ est riche d'expériences, de débats, de partage et surtout de solidarité.

Enfin, le congrès fut aussi l'occasion de saluer le travail des membres du comité exécutif de la FNEEQ et particulièrement celui, plus qu'excellent, accompli par le président sortant, Ronald Cameron. L'occasion était belle de souligner bien sûr son dynamisme et sa passion pour le mouvement syndical et la fédération, mais également son travail inlassable de rassembleur, au sein de la fédération et du mouvement syndical en général.

Pour sortir de la crise

Les orientations prises par le congrès s'inscrivent dans le contexte de crises contemporaines. Crise économique, voire sociale au premier chef, mais aussi crise climatique. Pour sortir de la crise, la FNEEQ a développé une réponse qui est sociale, verte, rassembleuse et qui prend résolument appui sur l'éducation.

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Les orientations concernent l'ensemble de la fédération. L'actualisation des résolutions se fera par un travail de coordination des représentantes et des représentants politiques de la fédération, des différents comités (santé et sécurité, comité femme, action internationale, école et société) et aussi des regroupements.

Pour sortir de la crise, les solutions mises en avant par les gouvernements occidentaux se résument, à peu de choses près, à deux types d'intervention : investissements dans les infrastructures et relance de la consommation.

Ce sont des réponses traditionnelles des gouvernements de droite. Aucun n'a choisi comme moyen pour sortir de la crise de rendre les services publics, et l'éducation en particulier, plus accessibles aux citoyennes et aux citoyens. Au contraire ! Les efforts publics pour enrayer la crise dans le secteur privé, financés par les poches des contribuables, vont augmenter la pression sur les finances de l'État, ce qui sera servi comme argument pour réduire les services publics ! On risque ainsi, ironiquement, d'assister à un scénario où la crise économique, loin de générer les ajustements structurels auxquels ont aurait pu s'attendre, n'augmente encore davantage les écarts entre les riches et les pauvres.

Une réforme fiscale

Les délégué-es ont proposé que la FNEEQ défende d'autres solutions, car une autre vision de la société est possible. Tout le chantier d'une révision de la fiscalité a, par exemple, fait l'objet de débats importants. Les orientations retenues visent l'accroissement des moyens de l'État pour répondre aux besoins sociaux : éradication des paradis fiscaux, taxation des transactions financières, imposition importante des profits des entreprises, les personnes à hauts revenus et enfin une forte taxation des énergies polluantes. Évidemment tout ce travail devrait se faire de concert avec la CSN, qui travaille aussi sur ces dossiers. Une première étape en ce sens pourrait être franchie lors du prochain conseil fédéral de la FNEEQ, prévu en novembre.

L'éducation est un droit, et un puissant vecteur de justice sociale. Une réforme fiscale devrait avoir comme objectif, entre autres, l'obtention de moyens suffisants pour relever l'immense défi d'assurer une éducation de qualité pour tous, l'accès à la réussite pour un plus grand nombre et la massification de l'enseignement supérieur.

Une priorité nationale

Prendre tous les moyens pour que l'éducation redevienne une priorité nationale, contrer le décrochage et favoriser la réussite, renforcer l'accessibilité financière et géographique à l'enseignement supérieur, valoriser la profession enseignante et défendre et développer une éducation publique de qualité sont les axes d'intervention à privilégier dans le prochain mandat. Parmi les moyens privilégiés pour y arriver, notons la participation aux consultations sur la gouvernance des établissements d'enseignement supérieur, la valorisation de l'autonomie professionnelle, la revendication de mesures concrètes permettant une éducation qui tienne compte de tous les aspects de la

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

personne, notamment en mettant fin à la ségrégation scolaire. Pour favoriser l'accessibilité à l'enseignement supérieur, les délégué-es au congrès ont mandaté ses représentantes et ses représentants pour réclamer un groupe de travail paritaire qui puisse mettre en avant des solutions durables aux problèmes de l'enseignement collégial en région. Concernant les universités, la solution passe par un financement de base adéquat.

Un engagement vert

Impossible de passer sous silence l'importance des débats sur l'environnement, tout au long du congrès. Les délégué-es ont recherché une vision intégrée du souci environnemental à travers tous les objets de discussion. Plus particulièrement concernant les plans de relance économique des gouvernements, il est clair que le fait de favoriser la consommation a des conséquences importantes sur la détérioration de l'environnement. Par ailleurs, la sortie de crise est perçue comme une occasion importante de changement de paradigme. Les délégué-es ont demandé aux représentantes et aux représentants de la FNEEQ « d'intervenir sur toutes les tribunes disponibles pour réclamer un changement de cap majeur au développement industriel et économique qui soit en rupture avec une logique du profit maximum et de la consommation à outrance. »

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

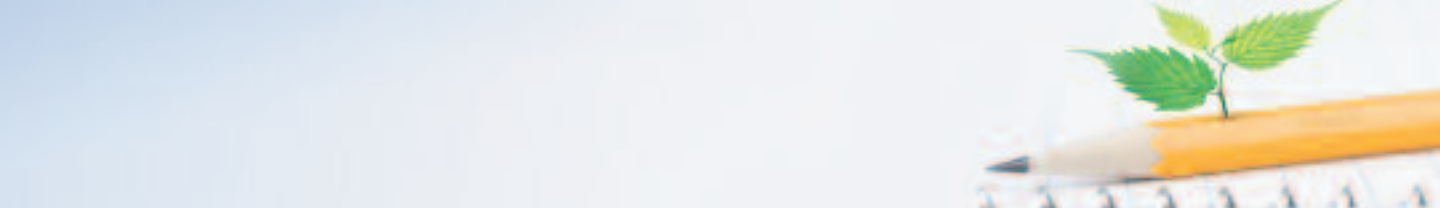
Tout au long de la semaine, les délégué-es ont pu s'informer en visitant les divers stands d'exposition.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) compte certainement parmi les tribunes où nous pouvons faire valoir nos positions. Par un large consensus, les délégué-es ont souhaité demander au MELS de développer des pratiques soucieuses de l'environnement dans tous les établissements, mais aussi une révision des programmes d'études afin d'introduire la préoccupation environnementale. Le congrès a aussi demandé aux syndicats de s'engager directement dans la promotion de pratiques respectueuses de l'environnement, entre autres choses, en organisant, le plus souvent avec les étudiantes et les étudiants, des activités de sensibilisation. L'importance de mettre en place, dans les établissements et au sein de la fédération, une politique d'achats responsables (PAR) a également été reconnue par le congrès.

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Le spectacle des Zapartistes a été fort apprécié des congressistes.

Pour les délégués présents, il ne faisait aucun doute que la recher-



che d'une meilleure articulation, entre les enjeux environnementaux et l'action politique et sociale, s'inscrivait de plain pied dans ce « deuxième front » cher à la CSN qui convie les organisation syndicales à s'engager à fond dans les débats sociaux plutôt que de se cantonner dans la stricte défense de conditions de travail.

Pour terminer ce portrait des résolutions adoptées lors de ce congrès, soulignons des préoccupations importantes pour l'intégration des nouvelles et des nouveaux membres au sein des syndicats et de la fédération, avec une attention particulière aux jeunes enseignantes.

La mise en route et la concrétisation de ces orientations se fera au fil des jours, des semaines et des mois qui viennent. Cela demandera beaucoup de travail. Mais la grande participation des membres au congrès, la qualité des débats de fond sur des enjeux qui nous touchent, l'intérêt soutenu des délégué-es, l'enthousiasme palpable de toutes et de tous à la sortie du congrès sont les meilleurs indices que nous y arriverons. ▲

Un mandat qui s'annonce bien rempli pour les membres des comités

La vie de la fédération est animée par les membres qui militent au sein des sept comités de la fédération. Ils soumettent au comité exécutif et au bureau fédéral des pistes d'orientations et de politiques générales dans le cadre des orientations définies par les instances.

Le comité action internationale conseille, assure un suivi sur le plan de la solidarité internationale et de la représentation de la fédération. Il participe à des activités de solidarité internationale en appui à des groupes d'enseignantes et d'enseignants. Il anime un réseau syndical de solidarité internationale.

Le comité fédéral sur les assurances et les régimes de retraite (CFARR) traite de toute question touchant les régimes d'assurances et de retraite des syndicats des regroupements cégep et privé, conseille, étudie les conditions de renouvellement et négocie les contrats et détermine les dispositions des régimes d'assurances.

Le comité école et société fournit des chroniques et des analyses qui enrichissent la réflexion des membres et des instances sur les problématiques actuelles et nouvelles en éducation.

Le comité femmes a pour principal mandat le suivi et l'amélioration de la participation des femmes à la vie syndicale. Il soutient, appuie et informe quant aux questions liées à la condition des femmes.

Le comité précarité appuie les instances pour documenter et alimenter les réflexions concernant les questions de l'emploi, des conditions de travail et de militantisme des enseignantes et des enseignants à statut précaire. Il produit des outils visant l'accueil des nouveaux membres.

Le comité santé et sécurité et environnement a pour mandat général d'appuyer, de former et d'informer, de favoriser le développement de la prévention en milieu de travail. Depuis 2003, ll développe une approche en environnement.

Le comité de surveillance des finances applique les règlements de la fédération, examine les rapports semestriels de la trésorerie sur l'administration générale de la fédération et fait les recommandations qu'il juge utiles.

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Le regroupement cégep

Sortir de la crise en misant sur le réseau collégial

Les délégué-es en provenance du regroupement cégep ont été à même de réaliser, à l'occasion du 28e Congrès, toute l'importance d'appartenir à une fédération d'enseignantes et d'enseignants ayant les moyens de ses ambitions.

PHOTO : ANDRÉ BARRETTE

Yves de Repentigny
Délégué à la coordination du regroupement cégep

Quatre-vingts syndicats d'enseignantes et d'enseignants qui débattent et conviennent de moyens pour amener des changements sociaux en vue d'une meilleure justice sociale, ce sont aussi 80 syndicats qui sont prêts à relayer ces positions à leurs membres, à faire de la sensibilisation et, ultimement, à agir !

Pour les syndicats du regroupement cégep, l'année 2009-2010 en sera une de négociation intensive. Rappelons que le regroupement est complètement autonome en ce qui concerne tout le processus de négociation. Le cadre stratégique mis en avant est celui d'une négociation se terminant le 31 mars 2010, à l'échéance du décret. Pour y arriver, il fut convenu de construire un cahier de demandes ciblées permettant, si la volonté politique gouvernementale y est, la réalisation de nos objectifs. Ainsi, les consultations d'assemblées et la mise en place de moyens d'action appropriés occuperont les membres des syndicats de cégep.

Les orientations dégagées par les délégué-es au congrès permettent de situer à un niveau de réflexion plus large, du point de vue politique, économique et social, la légitimité des différentes revendications des enseignantes et des enseignants pour la négociation. La volonté d'améliorer la qualité du travail que nous pouvons faire dans les classes, par exemple, commande un réinvestissement dans les services publics qui s'inscrit dans une recherche plus large d'un meilleur accès à la réussite et ce, dans la perspective d'une meilleure justice sociale.

PHOTO : ANDRÉ BARRETTE

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Tous les travaux sur la profession enseignante, en plus de décrire le plus justement possible la tâche des enseignantes et des enseignants, visaient aussi une valorisation de la profession. Les membres du regroupement auront, avec l'appui de tous les syndicats de la fédération, à prendre les moyens pour que cette valorisation se traduise par l'ajout d'enseignantes et d'enseignants dans le réseau et aussi par une rémunération qui permette, par exemple, de régler une partie des problèmes de recrutement.

Depuis le début des années 2000, le regroupement cégep, la FNEEQ et la CSN ont développé différentes approches pour solutionner les problèmes de financement de l'enseignement supérieur en région. Il s'agit d'un grave problème sur le plan de l'accessibilité et de la démocratisation de l'enseignement supérieur dont l'ampleur exige des solutions structurelles durables, qui dépassent l'approche actuelle du colmatage ponctuel. Le congrès s'est montré d'autant plus sensible à cette situation qu'il s'agit aussi d'une problématique bien présente dans le milieu universitaire.

Demander un réinvestissement dans l'enseignement supérieur, c'est aussi vouloir y limiter les pressions sur la privatisation. La résolution du congrès dans ce sens est sans équivoque : « il réaffirme son opposition systématique à toute forme d'intrusion, endogène ou exogène, du privé dans le système d'éducation […] ».

Enfin, le regroupement cégep sera un lieu privilégié pour relayer dans les syndicats la préoccupation d'une approche sociale pour sortir de la crise économique, alliant l'importance du financement des services publics avec un souci réel de l'environnement. Le virage vert est certes pris dans la plupart des collèges, mais à vitesse variable : le congrès incite tous les syndicats à poursuivre leur travail pour accélérer les choses, de concert avec les étudiantes et les étudiants.

D'autres dossiers auront des échos au regroupement cégep : le souci pour l'accueil des nouvelles et des nouveaux membres, la place des femmes dans la vie syndicale, la conciliation famille–travail, voilà des enjeux que le regroupement sera appeler à garder en tête. Une vie syndicale forte et dynamique repose sur des objectifs communs, qui rejoignent directement les membres auxquels il sont sensibles. Le 28e Congrès de la FNEEQ a mis la table : au regroupement de prendre le relais !

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Le regroupement université

La gouvernance, enjeu majeur

La lutte à la privatisation en enseignement supérieur, un des thèmes majeurs du dernier congrès, s'est concrétisée par une recommandation réaffirmant l'opposition systématique de la FNEEQ à toute forme d'intrusion endogène ou exogène du privé dans le système d'éducation.

Marie Blais
Vice-présidente

Claire Tremblay
Déléguée à la coordination du regroupement université

Depuis plusieurs années, le regroupement université s'inquiète de la présence grandissante du secteur privé. La lutte menée depuis deux ans contre le projet de loi sur la gouvernance universitaire, est un exemple notable.

Lors du Forum social québécois (FSQ) qui s'est tenu au mois d'août 2007, la Table des partenaires universitaires (TPU) avait organisé un atelier proposant une réflexion sur l'avenir de l'enseignement supérieur et plus spécifiquement sur la place du privé dans l'université québécoise. À cette occasion, la FNEEQ a présenté une étude de l'Internationale de l'éducation (IE) soulignant les différentes formes de privatisation et insistait sur le caractère particulièrement insidieux de la privatisation endogène. En introduisant un ensemble de méthodes, d'idéaux et de concepts issus du secteur privé, le nouveau management public réoriente les missions des établissements ainsi que des enseignantes et des enseignants en modifiant leurs valeurs et leurs priorités.

Au mois de septembre 2007, l'Institut de la gouvernance et des organisations privées et publiques (IGOPP) publiait un rapport présentant un nouveau modèle de gouvernance pour les universités québécoises qui s'inspirait de ces principes.

PHOTO : ANDRÉ BARRETTE

Déjà aux aguets, grâce à l'étude de l'IE et appréhendant le dépôt d'un projet de loi, les syndicats du regroupement université entament une réflexion sur la gouvernance dans les universités. En février 2008, une position réitérant la nécessité d'une gouvernance transparente axée sur la collégialité est adoptée. Parallèlement, la TPU est alertée et élabore une déclaration sur la gouvernance universitaire réitérant les principes qui doivent guider toute intervention en cette matière.

Les projets de loi 107 et 110 seront déposés en novembre 2007 et, à l'étonnement général, le gouvernement Charest change aussi bien la gouvernance des universités que celle des cégeps. Quelques jours avant le dépôt du projet de loi 107, la TPU publicise sa déclaration sur la gouvernance universitaire sous forme d'une page complète dans *Le Devoir*. Tous les syndicats de professeur-es, de chargé-es de cours et d'employé-es de soutien achètent eux aussi une page dans *Le Devoir* qui reprend certains éléments de cette déclaration. Avec le déclenchement des élections en novembre, les projets de loi sont abrogés.

Avec la réélection du gouvernement Charest et les rumeurs du dépôt de nouveaux projets de loi, la mobilisation reprend. Ainsi, à la fin du mois de février 2009, une semaine d'action est organisée dans plu-

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

sieurs universités québécoises. Des coalitions intersyndicales prennent position contre les volontés gouvernementales et diffusent leurs critiques sous forme de tracts et de communiqués. Un débat contradictoire est aussi organisé et plusieurs syndicats, reprenant les positions du regroupement et de la TPU, font du démarchage politique auprès de leurs députés : des conférences de presse sont organisées notamment à Chicoutimi, à Trois-Rivières et à Sherbrooke.

Le 16 juin 2009, deux nouveaux projets de loi, similaires aux précédents, sont déposés à l'Assemblée nationale. Une commission parlementaire se tiendra au début septembre. La FNEEQ, la CSN, la TPU, la Fédération québécoise de professeures et professeurs d'université (FQPPU) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont publié des communiqués dénonçant ces projets. Au cours de l'été, les différentes organisations ont préparé leur mémoire. Lors d'une conférence de presse, une dizaine d'organisations de la TPU, accompagnées d'autres alliés, ont demandé le retrait du projet de loi. La mobilisation autour de la Commission parlementaire a repris, une première manifestation aura lieu en octobre 2009. À l'Université Laval, lors de la rentrée, des tracts concernant la gouvernance étaient distribués et un communiqué de l'Intersyndicale a été émis.

Il est à craindre qu'après l'introduction d'objectifs à atteindre pour les établissements, un lien ne soit établi entre le financement et des exigences en matière de performance et que les performances des établissements soient publiées sous forme de palmarès. Les organisations syndicales appréhendent aussi que cette présence accrue d'acteurs du secteur privé au sein des conseils d'administration ouvre la porte à différents partenariats avec le privé, la privatisation endogène pavant la voie à la privatisation exogène. ▲

PHOTO : CLÉMENT ALLARD

Jean Trudelle, président, Marie Blais, vice-présidente, et Claire Tremblay, déléguée à la coordination du regroupement université, lors de la présentation du Mémoire de la FNEEQ au sujet des projets de loi 38 et 44 sur la gouvernance aux membres de la Commission de l'éducation le 15 septembre 2009.

Le regroupement privé

Un congrès inoubliable

Un grand nombre d'enseignants et d'enseignantes du regroupement privé ont participé au congrès de la fédération et y ont vécu une expérience enrichissante.

PHOTO : ANDRÉ BARRETTE

Odette Lefrançois
Déléguée à la coordination du regroupement privé

Mentionnons tout d'abord le nombre imposant de membres présents, c'est-à-dire dix-huit délégué-es qui représentaient treize institutions d'enseignement. Compte tenu des contraintes d'horaire et de disponibilités, le fait qu'un si grand nombre de personnes en provenance du regroupement privé soient présentes constitue une première ! Un grand merci et bravo à toutes celles et à tous ceux qui se sont déplacés pour assister à cet important événement.

Une participation active

« Ma première participation au congrès de la FNEEQ m'a permis de plonger dans un tourbillon de rencontres, de discussions et de découvertes fabuleuses. Les positions et les recommandations de la fédération nous ont donné l'occasion d'exprimer notre point de vue et d'être entendus par l'assemblée. De plus, l'accueil des membres de l'exécutif de la FNEEQ et l'encadrement des responsables du regroupement privé m'ont beaucoup touchée. Ce fut une expérience des plus agréables. » Ce témoignage de la présidente du syndicat de l'École Pasteur, Annie Pomerleau, reflète bien la position des membres du regroupement privé concernant les propositions de la FNEEQ sur l'éducation.

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

De son côté, Alexandre Coudé, président du syndicat de l'École Villa Maria, renchérit : « Étant d'un syndicat nouvellement arrivé dans le regroupement privé, j'en étais par le fait même, à ma première expérience. La surprise fut de taille devant l'ampleur de l'organisation. Au cours de ces quatre jours, j'ai eu la chance d'assister à des discussions pertinentes qui démontrent bien que la FNEEQ à une vision très pointue de l'éducation tout en travaillant d'arrache-pied à faire reconnaître la profession enseignante. J'ai pu constater lors des échanges que les différents regroupements ont des préoccupations similaires et qu'il est primordial de pouvoir y travailler tous ensemble.

Je lève mon chapeau à tous les gens qui ont travaillé de près et de loin à l'organisation de cet événement, qui est nécessaire une fois à tous les trois ans, pour prendre le temps de recentrer nos objectifs et de nous poser les vraies questions en matière d'enseignement. »

En effet, malgré une première expérience pour la plupart, la participa-

tion aux différentes discussions s'est fait sentir, notamment en ce qui concernait les propositions sur l'éducation, sur le décrochage scolaire, sur les moyens à prendre pour favoriser la réussite et, finalement, sur la ségrégation scolaire. Devant un parterre composé en très grande majorité de professeur-es du collégial et de chargé-es de cours universitaires, les membres du regroupement privé ont pris le temps d'expliquer la réalité quotidienne de l'enseignement aux niveaux primaire et secondaire. Plongés dans la réforme, les participantes et les participants ont précisé les difficultés qu'ils rencontrent, et tenté d'apporter des éclaircissements sur ce qu'elles et qu'ils vivent dans les classes.

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Lors des discussions sur les propositions, certains amendements sont venus du regroupement, entre autres, celui touchant la ségrégation scolaire, faisant valoir que la sélection des élèves n'est plus la seule prérogative du secteur privé. En effet, cette sélection s'effectue également dans le secteur public en ce qui concerne les écoles internationales et les écoles à vocation particulière. Les membres du regroupement privé ont également fait valoir que de plus en plus d'écoles privées acceptent un pourcentage d'élèves en difficultés d'apprentissage. De façon unanime, les membres du regroupement étaient d'accord avec la proposition qui « exige que le gouvernement prenne les moyens de mettre fin à la ségrégation scolaire en réglementant la sélection sur une base académique dans la perspective de l'abolir complètement à moyen terme et en obligeant toutes les écoles privées et publiques qui ont recours à cette pratique à assumer leur juste part de responsabilité envers tous les élèves quel que soit leur profil. »

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Finalement, cette participation importante s'est également reflétée lors des élections au sein des comités et du bureau fédéral : tous les postes réservés au regroupement privé ont été comblés. Félicitations à toutes et à tous et bravo, pour leur implication !

La présence grandissante du secteur privé

Marie Blais
Vice-présidente

PHOTO : JOCELYN RIENDEAU

La rencontre mondiale sur l'enseignement supérieur, qui s'est tenue à Paris du 5 au 8 juillet 2009, avait pour thème *La nouvelle dynamique en enseignement supérieur et de la recherche au service du progrès social et du développement*. Les discussions ont révélé que l'enjeu principal de la conférence était de savoir si l'enseignement supérieur est un bien public et réfléchir à la contribution du secteur privé à l'enseignement supérieur. Le communiqué final réaffirme que l'enseignement supérieur est un bien public, mais qu'il relève de la responsabilité de toutes les parties prenantes et en particulier des gouvernements.

> Le communiqué final réaffirme que l'enseignement supérieur est un bien public, mais qu'il relève de la responsabilité de toutes les parties prenantes et en particulier des gouvernements.

De nombreux conférenciers ont revendiqué un rôle accru pour les établissements dans l'enseignement supérieur privés. D'autres exigeaient que cet essor du secteur privé soit encadré par les États, qui devraient développer des outils assurant la qualité de la formation *(Quality Assurance)*, des programmes d'évaluation et la promotion d'une culture de la qualité au sein des établissements.

La situation en Afrique était au cœur des préoccupations de la conférence. Puisque les États africains ne peuvent financer adéquatement un système public, le développement de l'enseignement supérieur passe par le recours au secteur privé selon plusieurs. Ainsi, Microsoft et Hewlett-Packard ont offert avec insistance, et avec une sollicitude affirmée pour l'avenir des populations africaines, leur service de formation à distance. À leur avis, cette voie favoriserait l'accès à un enseignement de qualité, et cela, à un coût moindre que celui offert par l'université publique. L'Association internationale des universités a joué un rôle particulièrement actif en proposant aux États africains un programme de chaires de recherche calqué sur celui du Canada et en prônant pour leurs universités un nouveau modèle de gouvernance ressemblant étrangement à celui que tente d'imposer le gouvernement Charest par le biais du projet de loi 38.

Jamais ces conférenciers n'ont effleuré les sources véritables du sous-développement systématique de l'Afrique. Pourquoi les États africains ne peuvent-ils pas financer l'éducation publique ? Serait-ce, au moins en partie, parce que ceux qui dominent ces États détournent les richesses nationales et refusent d'investir dans l'intérêt de leur population ?

La précédente conférence, tenue en 1999, avait fait siens les principes de la Recommandation de l'UNESCO de 1997 concernant le statut du personnel enseignant de l'enseignement supérieur. La conférence de 1999 n'avait pas abordé la présence du secteur privé. Cette fois-ci, le rôle du privé accaparait toute l'attention, tandis que le rôle crucial des enseignantes et des enseignants disparaissait de l'écran. En plénière, seules deux conférencières ont évoqué la contribution du personnel enseignant dans la réalisation des missions de l'enseignement, dont Irène Duncan Adanusa, vice-présidente de l'Internationale de l'éducation.

Nous suivrons avec beaucoup d'attention les suites de cette conférence, qui avouons-le, nous a laissés perplexes. La participation de délégation de la fédération aux nombreuses rencontres qui viendront s'avère essentielle pour la suite des évènements. ▲

Les fneequeries

Du côté du Conseil central du Montréal métropolitain

Mentionnons que Francis Lagacé, chargé de cours à l'Université de Montréal, a été élu au poste de vice-président du Conseil central du Montréal métropolitain. Francis est membre du comité précarité de la FNEEQ depuis plusieurs années. Félicitations!

Échec à la guerre

Lors du conseil confédéral de juin 2009, la FNEEQ a déposé en question de privilège sa position contre le recrutement militaire sur les campus. Soulignons que notre appui émane d'une campagne étudiante mise sur pied à l'été 2007. Elle est motivée par un rejet clair du militarisme et de la guerre dans un contexte où le Canada s'engage de plus en plus dans des interventions militaires et non plus pacifistes.

L'ancienneté, principe d'intégration et de solidarité

Jean-Noël Grenier, professeur au département de relations industrielles de l'Université Laval, a fait une présentation remarquée au conseil confédéral. Mentionnons que Jean-Noël a été enseignant et engagé activement dans son syndicat au Cégep St-Lawrence de Québec. Dans un contexte où plusieurs nouvelles personnes accèdent au marché du travail, le critère d'ancienneté est souvent remis en question, le principal argument étant qu'il ne tient pas compte des performances individuelles. L'ancienneté mesurable, qui lui confère un caractère objectif, est un principe régulateur des droits et privilèges qui facilite la gestion des conflits. Elle sert aussi à limiter l'arbitraire patronal. N'oublions pas que ce sont les employeurs qui évaluent la performance! En ce sens, ces mécanismes auront comme effet de singulariser les individus, créant des sentiments d'injustice et de rivalité alors que l'ancienneté a une fonction d'intégration et de solidarité à l'emploi. Cela dit, Jean-Noël Grenier invite à une adaptation du principe de l'ancienneté pour tenir compte de plusieurs changements sociaux : à titre d'exemple il peut être opportun d'assouplir les règles d'attribution des vacances dans une perspective de conciliation famille-travail.

Appui aux travailleurs et aux travailleurs du Journal de Montréal et du Réveil

Enfin, le conseil a réitéré son appui aux travailleuses et aux travailleurs en lock-out du Journal de Montréal et du Réveil de Chicoutimi. Les deux syndicats faisant face à Quebecor. En appui à cette lutte, on rappelle l'importance de poursuivre le **boycott**.

Exclusivement réservé aux membres

L'assurance d'avoir PLUS de privilèges

Règlements disponibles à la Vice-présidence marketing.

PLUS d'économies
sur vos primes d'assurance automobile et habitation

Nouveau
Des réductions s'appliquent maintenant sur vos véhicules récréatifs

fneeq CSN

La Capitale assurances générales
Cabinet en assurance de dommages

1 866 551-2643 • www.lacapitale.com

La FNEEQ vous invite à prendre part à la 2e édition du Forum social québécois. Organisé principalement par les syndicats, divers organismes de la société civile et de centaines de bénévoles, le FSQ est un événement qui offre un espace d'échanges, de réflexions et de découvertes. Les diverses activités et les grandes conférences s'articulent autour de neuf axes thématiques. La FNEEQ y collabore en contribuant à l'organisation de cinq ateliers portant sur les enjeux entourant l'éducation ainsi qu'un atelier sur la Palestine. C'est un rendez-vous !